Rapport annuel 2001-2002
Innovatech
GRAND MONTRÉAL
www.innovatech.qc.ca

Faits saillants

Pour les années terminées les	31 mars 2002	31 mars 2001
Résultats financiers		
Revenus	**21,2 M $**	16,3 M $
Bénéfice net (perte nette)	**(30,6 M $)**	3,1 M $
Portefeuille		
Valeur comptable du portefeuille	**238,2 M $**	234,2 M $
Juste valeur du portefeuille	**248,5 M $**	281,7 M $
Entreprises au portefeuille	**140**	124
Activités de la Société		
Engagements totaux autorisés	**85,7 M $**	107,3 M $
Montant total investi	**78,2 M $**	71,1 M $
Nombre d'investissements conclus	**50**	57
Nombre de démarrages	**18**	15
Emplois créés/maintenus	**1 354/1 581**	904/1 329
Taux de rendement interne de l'exercice	**-24,7 %**	-17,5 %
Taux de rendement interne sur les sorties réalisées au cours de l'exercice	**20,2 %**	15,5 %

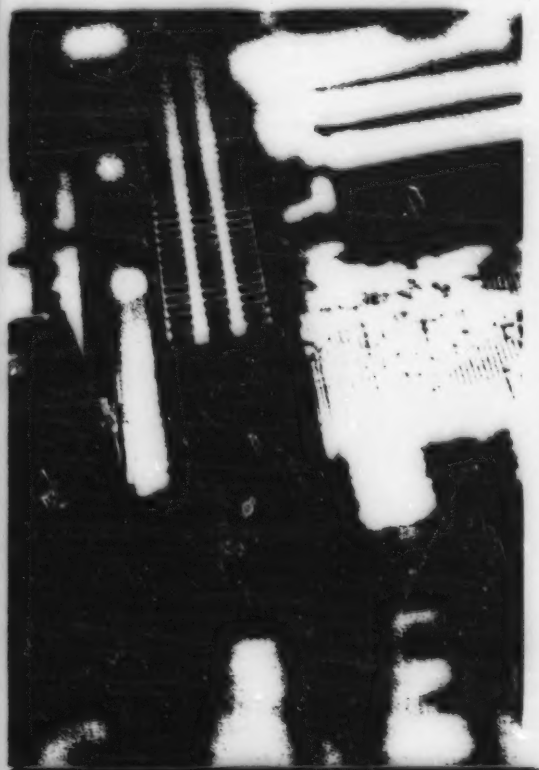


Table des matières

Membres du conseil d'administration	**4**
Message de la présidente du conseil	**5**
Message du président-directeur général	**6**
Revue de l'exploitation	**8**
Résultats par secteurs d'activités	**14**
Les dix ans de la Société Innovatech du Grand Montréal	**17**
États financiers	**21**
Notes complémentaires	**27**
L'équipe de la Société Innovatech du Grand Montréal	**33**
Code d'éthique	**34**
Liste des compagnies du portefeuille au 31 mars 2002	**36**

La mission de la Société Innovatech du Grand Montréal est de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur son territoire, le sud-ouest du Québec, et ainsi y améliorer la compétitivité et la croissance économique, tout en générant un rendement assurant la continuité de son action.

En continuité avec sa mission originale mentionnée plus haut, Innovatech articule aujourd'hui sa mission en ces termes :

Investir,

Du démarrage à la réussite,

Sous forme de prise de participation dans le capital,

Dans des entreprises fondées sur l'innovation technologique,

Dans des régions à fort potentiel,

En générant les liquidités assurant la continuité de son portefeuille,

Et des retombées financières et économiques maximales pour l'actionnaire.

BIBLIOTHÈQUE
14 JUIN 2002
ASSEMBLÉE NATIONALE

Gouvernement
du Québec

Madame Louise Harel
Présidente de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activités
de la Société Innovatech du Grand Montréal
pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes
sentiments distingués.

La ministre responsable de l'application de la Loi
sur la Société Innovatech du Grand Montréal,

Pauline Marois

Québec, juin 2002

Madame Pauline Marois
Vice-première ministre,
Ministre d'État à l'Économie et aux Finances,
Ministre de l'Industrie et du Commerce,
Ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie
et responsable de la Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal
Édifice Gerard D. Lévesque
Québec

Madame la Vice-Première Ministre,

Conformément aux dispositions de la Loi sur La Société Innovatech du Grand Montréal, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel de la Société pour l'exercice se terminant le 31 mars 2002.

Veuillez agréer, Madame la Vice-Première Ministre, l'assurance de ma haute considération.

La présidente du conseil d'administration,

Denise Martin

Montréal, juin 2002

Conseil d'administration

Jacques Allard
Administrateur

Martin Godbout
Président-directeur général
Génome Canada

Pierre La Haye
Vice-président du conseil

Robert Lafond
Président et chef de la direction
Lafond & Associés

Denise Martin
Présidente du conseil
Vice-présidente et directrice générale
McMahon Distributeur pharmaceutique inc.

Franco Materazzi
Président
Franco Materazzi Consult Inc.

Annie Thabet
Présidente
AT Capital Inc.

Christian Trudeau
Président et chef de l'exploitation
BCE Emergis

Hubert Manseau
Président-directeur général
Société Innovatech du Grand Montréal

Observateurs :
Gilles Demers
Sous-ministre adjoint
Direction générale de la planification
Ministère de l'Industrie et du Commerce

Robert Fortin
Sous-ministre adjoint par interim
Sous ministariat du développement
et des projets

De gauche à droite : Robert Lafond, Pierre La Haye, Hubert Manseau, Denise Martin, Annie Thabet, Franco Materazzi, Christian Trudeau, Jacques Allard. N'apparaît pas sur la photo : Martin Godbout.

Message de la présidente du conseil

L'exercice financier 2001-2002 marque le dixième anniversaire de la Société Innovatech du Grand Montréal (la Société). Durant ces dix années, la Société a participé activement au développement de la nouvelle économie au Québec en tant que chef de file du capital de risque pour le démarrage d'entreprises technologiques.

Depuis le début de son existence, les engagements de la Société ont atteint 628 millions de dollars investis dans des projets dont le coût total se situe à près de 3 milliards de dollars, soit un ratio de un à cinq pour chaque dollar engagé. Le montant total des investissements s'établissait à 443 millions de dollars au 31 mars 2002. Les désinvestissements cumulatifs représentent 175 millions de dollars qui ont été réinvestis dans le portefeuille. Le capital souscrit par le Gouvernement du Québec sur le fonds social de 350 millions s'élève à 292 millions de dollars. Le portefeuille comprend maintenant 140 entreprises.

Depuis sa fondation, la Société a contribué au démarrage de 133 entreprises et au transfert ou à l'implantation de 30 entreprises ou filiales de sociétés provenant de l'extérieur du Québec. Elle a participé à près de 20 premiers appels publics à l'épargne et réalisé plus de 63 sorties.

Au terme de dix ans d'existence, c'est donc un formidable bilan économique pour la Société Innovatech du Grand Montréal.

En continuité avec les années antérieures, les objectifs en matière de nombre d'investissements, de montants investis et de désinvestissements ont été atteints.

Le conseil d'administration a tenu 12 réunions au cours desquelles il a autorisé 58 projets d'investissements représentant des engagements de plus de 85,7 millions de dollars. Le nombre d'emplois créés par ces engagements se chiffre à 1 354, et le nombre d'emplois maintenus, à 1 581.

L'exercice 2001-2002 a été marqué par une situation de financement difficile pour les entreprises technologiques partout en Amérique du Nord. Les marchés publics au Canada n'ont permis aucun premier appel public à l'épargne, et les activités de fusion et acquisition ont, elles aussi, chuté de façon importante entraînant des baisses de valeurs des entreprises technologiques. La plupart des sociétés de capital de risque ont ralenti leurs activités d'investissements. Fidèle à sa mission, la Société n'a pas hésité à supporter les entreprises en portefeuille par de nombreux réinvestissements. Elle les a accompagnées dans la recherche de capitaux nécessaires à leur développement. Ce contexte a, bien sûr, affecté le rendement de la Société qui évalue de façon rigoureuse son portefeuille. Il faut cependant apprécier son activité à long terme et j'ai pleinement confiance au potentiel des entreprises du portefeuille, à la capacité de mes collègues du conseil et de l'équipe de gestion, à profiter d'un rétablissement futur des marchés.

Le conseil d'administration a connu des changements importants au cours de l'exercice. Madame Annie Thabet, présidente de AT Capital, remplace Madame Monique Lefebvre qui a démissionné de son poste. Monsieur Franco Materazzi, président de Franco Materazzi Consult, a été nommé à titre de représentant de la région de l'Outaouais en remplacement de Monsieur Camille Villeneuve. Je tiens à saluer le travail des membres qui nous ont quitté, particulièrement Madame Monique Lefebvre, qui a siégé au conseil depuis la fondation de la Société et en a assuré la présidence pendant plusieurs années. Son implication et son leadership ont fortement influencé l'évolution d'Innovatech du Grand Montréal .

J'aimerais aussi remercier chaleureusement Monsieur Jacques Allard de sa vaste contribution à titre de vice-président du conseil, particulièrement pour le travail accompli pendant la période où il a agi comme président du conseil par intérim, suite à une absence prolongée de Madame Lefebvre. Monsieur Allard a quitté la fonction de vice-président mais continue de faire profiter la Société de son dévouement et de ses judicieux conseils. Monsieur Pierre La Haye assure depuis l'automne la fonction de vice-président du conseil.

En plus de l'analyse d'une soixantaine de dossiers d'investissements, le conseil d'administration s'est penché longuement sur la situation du capital de risque au Québec pour nos entreprises technologiques et, en particulier, sur la faible disponibilité de capitaux pour leur expansion. Après plusieurs heures de réflexion et de discussion, il a soumis ses recommandations au Gouvernement du Québec. Le Québec a pris le virage technologique de façon impressionnante il y a une dizaine d'années; il faut maintenant trouver les moyens d'assurer le développement de nos jeunes entreprises pour qu'elles prennent leur place sur l'échiquier mondial et constituent les moteurs économiques du Québec de demain.

Je remercie les membres du conseil de leur assiduité et de leur contribution remarquable dans chacun des dossiers traités. Je salue le travail de l'équipe de gestion de la Société qui a su composer cette année avec un nombre impressionnant de demandes. Elle a su, de plus, réaliser plusieurs ventes d'actifs à profit dans un marché difficile. Je la félicite et la remercie de ses efforts soutenus et de son adhésion complète aux objectifs de la Société Innovatech du Grand Montréal.

La présidente du conseil d'administration,

Denise Martin

Message du président-directeur général

Pour l'exercice 2001-2002, la Société Innovatech du Grand Montréal s'était fixé des objectifs découlant de son plan triennal d'activités 2000-2003 qui propose un volume annuel d'investissements en nombre et en dollars, la contribution au démarrage de nouvelles entreprises basées sur l'innovation technologique, le transfert de nouvelles technologies au Québec et la réalisation d'un rendement selon les normes de l'industrie. Nous nous étions également fixé des objectifs de désinvestissements et de gains sur dispositions afin de générer des liquidités assurant la continuité de notre action. Ces objectifs ont été déterminés en fonction de notre mission, de notre évaluation du marché et de nos moyens financiers.

Au cours de l'exercice, la Société a réalisé 27 nouveaux investissements et 23 réinvestissements. Les montants investis sont de 41,1 millions de dollars pour les nouveaux investissements, et de 37,1 millions de dollars pour les réinvestissements, pour un total de 78,2 millions de dollars, soit une augmentation de près de 10 % par rapport à l'exercice précédent (2000-2001 : 71,1 millions de dollars) qui, encore une fois, dépassent notre objectif annuel de 65 millions de dollars. La Société a effectué 11 sorties complètes et les désinvestissements ont atteint plus de 36 millions de dollars. Le portefeuille comptait 140 entreprises au 31 mars 2002.

Conformément au plan, deux tiers des nouveaux investissements ont été réalisés dans des entreprises en démarrage, et quatre ont permis des transferts de technologie provenant de l'extérieur du Québec.

La rupture de deux négociations n'a pas permis à la Société de réaliser pleinement ses objectifs dans la région de l'Outaouais. Elle y a quand même réalisé des investissements et/ou réinvestissements totalisant 6,5 millions de dollars, et signé une entente avec un incubateur afin d'y accroître son intervention.

La Société a développé ses activités de maillage pour aider les entreprises du portefeuille à relever leurs défis, en particulier au plan du financement. À cet effet, elle a, entre autres, participé activement à l'organisation de l'événement *Venture Across Borders*, à New York, où 11 des entreprises de son portefeuille ont été sélectionnées pour faire des présentations à des investisseurs américains. Elle a participé aussi activement à l'organisation de la conférence *Go North 2002* où, encore une fois, plusieurs entreprises du portefeuille ont pu se présenter à des investisseurs de l'Est du Canada et des États-Unis.

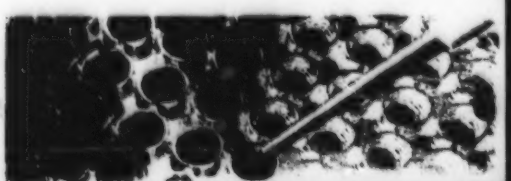
Par ailleurs, l'événement annuel de réflexion et de maillage destiné aux dirigeants des sociétés du portefeuille et aux représentants d'Innovatech du Grand Montréal à leurs conseils d'administration, a encore une fois été un succès, avec plus de 140 participants. Les conférenciers ont discuté de façon éloquente de l'importance des plans d'affaires dans la gestion des entreprises, avant et après le financement. L'événement a, de plus, permis aux dirigeants de se rencontrer entre eux, et de rencontrer les membres du conseil et du personnel de la Société.

Sur le plan financier, la valeur comptable du portefeuille s'élève à 238,2 millions de dollars, déduction faite des provisions et baisses de valeur durables. La valeur marchande s'établit quant à elle à 248,5 millions de dollars, dégageant une plus-value non réalisée de 10,3 millions de dollars. L'actif net sous gestion est passé à 266 millions de dollars au 31 mars 2002.

Les gains sur dispositions ont été de 17,6 millions de dollars cette année, soit une plus-value réalisée de plus de 92,6 %. La Société a cependant terminé l'exercice avec une perte d'exploitation exceptionnelle de 39,6 millions de dollars. Cette perte s'explique principalement par les faillites d'entreprises du portefeuille dans le secteur des télécommunications et de l'Internet, et la prise de baisses de valeur marchande sur plusieurs autres placements par souci de conservatisme. Le taux de rendement interne de l'exercice de -24,7 %, qui inclut la variation des plus-values et moins-values non réalisées, se compare aux principaux indices de référence des marchés publics et de l'industrie du capital de risque pour la même période.

Le rendement d'un fonds de capital de risque s'évalue à long terme; il est certain que la chute des valeurs des titres de haute technologie et la fermeture des marchés publics pour les sorties ont affecté grandement les rendements pour les deux derniers exercices. La stratégie de la Société est de reconnaître ces baisses de valeur, de réorienter les entreprises du portefeuille vers des marchés à court terme, et de miser sur les créneaux qui demeurent dynamiques. La Société affiche, par ailleurs, un taux de rendement interne de 20,2 % sur les désinvestissements réalisés au cours de l'exercice.

Les frais d'exploitation ont été maintenus à 1,5 % de l'actif net sous gestion.



Perspectives

La Société Innovatech du Grand Montréal a été fondée en 1992 comme une agence gouvernementale dont la mission était de promouvoir et de soutenir par son action la croissance de l'innovation technologique au Québec. Elle a rapidement identifié l'investissement sous forme de capital de risque comme moyen le plus efficace pour accomplir sa mission. À ce titre, elle a participé au développement accéléré de cette industrie au Québec, qui est maintenant, avec plus de 83 % des investissements, de plus en plus tournée vers les technologies et l'innovation. L'ensemble de l'industrie a investi 1 milliard de dollars en 2000 et 800 millions en 2001 en haute technologie.

La part de la Société dans ce marché est passée de 40 % à 7 %. Elle continue cependant à jouer un rôle clé en participant à plus de 50 financements en haute technologie en moyenne par année, ce qui en fait l'un des principaux acteurs du domaine. Son leadership est également confirmé par le fait qu'elle joue maintenant, selon les mêmes statistiques officielles, un rôle de chef de file dans près de 50 % de ses dossiers.

La première préoccupation de la nouvelle direction, en 1997, a été de voir confirmer son orientation vers le capital de risque par un changement de statut. Le gouvernement prenait position dans son budget de mars 1998 et adoptait, en juin 1998, une nouvelle loi convertissant Innovatech du Grand Montréal en société à capital-actions dotée d'un fonds social de 350 millions de dollars. Ce nouveau statut donnait implicitement à la Société un mandat de gestion d'un fonds dorénavant renouvelable.

La gestion d'un tel fonds renouvelable pose le défi particulier de trouver le point d'équilibre entre le volume d'investissements annuels dans des nouveaux dossiers, les montants requis pour participer aux nouvelles rondes de financement dans les entreprises du portefeuille afin d'assurer leur succès, et la capacité de générer des liquidités par les activités de désinvestissements. Nous avons mis en place un modèle d'évolution du portefeuille qui nous a guidés dans la proposition de nos objectifs annuels, tout en tenant compte des attentes du marché et de notre actionnaire.

L'exercice 2002-2003 nous amène, avec 140 compagnies à notre portefeuille au 31 mars 2002, près du point d'équilibre. Le capital disponible couvre l'ensemble des engagements, et la Société dispose des liquidités nécessaires pour poursuivre son action. Elle a mis cependant en place des mesures spécifiques qui assurent que le niveau de liquidités soit à l'abri des aléas du marché au plan des désinvestissements.

L'action de la Société s'inscrit dans le cadre de la situation de l'économie et de l'industrie du capital de risque au Québec. Elle se doit d'être en continuité avec son plan triennal dont c'est la troisième et dernière année, et de tenir compte de sa structure particulière de fonds renouvelable.

C'est dans ce triple contexte que la Société se propose de réaliser son action au cours de l'exercice 2002-2003.

Le plan triennal proposait un rythme de 25 nouveaux investissements par année et un minimum de 25 réinvestissements, pour un montant annuel de 65 millions de dollars, objectif qui a été dépassé au cours des deux premières années du plan triennal. Elle prévoyait des désinvestissements totaux pour les trois années de 100 millions de dollars, dont 72 millions sont déjà réalisés. Par souci de conservatisme, la Société a donc fixé un minimum à ses activités d'investissements qui rencontre les objectifs cumulatifs de son plan triennal, et un maximum qui se situe davantage en continuité sur une base annuelle.

Quantitativement, la Société prévoit donc respecter les grands objectifs annuels suivants, soit réaliser :

- 20 à 25 nouveaux investissements
- 20 à 25 réinvestissements
- 45 à 65 millions de dollars d'investissements

En accord avec son plan triennal, la Société compte effectuer les deux tiers de ses nouveaux investissements dans des entreprises en démarrage, et financer deux à trois nouveaux projets basés sur le transfert d'une technologie ou d'une entreprise provenant de l'extérieur du Québec.

Enfin, elle maintient son objectif d'effectuer 10 % de ses activités sur le territoire de l'Outaouais.

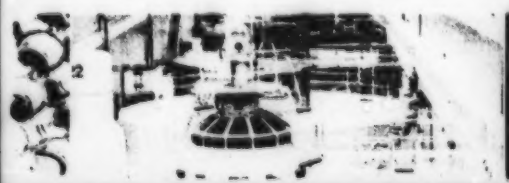
L'exercice 2001-2002 a été particulièrement difficile pour l'industrie du capital de risque et l'économie en général. Cela s'est reflété à plusieurs niveaux dans nos activités et a grandement affecté la charge de travail. La Société a cependant réussi à maintenir ses activités de nouveaux investissements à plus de 50 % alors que ces derniers chutaient en général, et à contribuer au refinancement d'entreprises dans un contexte difficile. Tout cela a été possible grâce à la grande implication de tout le personnel de la Société; je les remercie de leur effort d'autant plus exceptionnel que le nombre de ressources est globalement demeuré le même.

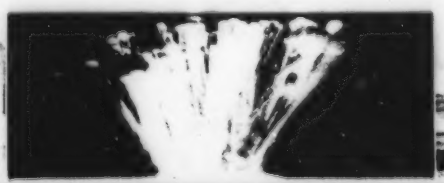
Le succès de la Société est également tributaire de son réseau dont, au premier plan, les membres de son conseil ainsi que ses représentants externes aux conseils d'administration des entreprises du portefeuille. Nous tenons à souligner cette contribution, de même que celle de tous nos partenaires d'affaires.

Nous tenons enfin à remercier les entrepreneurs qui nous ont fait confiance en nous permettant d'investir dans leur entreprise et de participer à leur rêve. Ils sont notre raison d'être, et je les assure de tout notre respect et de toute notre collaboration.

Le président-directeur général,

Hubert Manseau





Johanne Lemire
Vice-présidente, Administration et Finances

Un plan d'affaires suivi avec rigueur

Toute société qui veut réussir doit établir avant tout un plan d'affaires qui définit clairement les objectifs à atteindre pour qu'elle connaisse le succès. Ces objectifs doivent être quantifiables et, à toutes fins pratiques, facilement mesurables pour assurer le suivi et la réalisation du plan d'affaires. De plus, une communication claire et précise des objectifs à atteindre contribuera à motiver le personnel.

Tout au long de l'exercice financier, tout comme nous l'exigeons de nos entrepreneurs, nous procédons avec diligence à la mesure de l'atteinte des objectifs de l'exercice en cours, tels qu'ils avaient été définis dans le plan stratégique annuel. La réalisation des orientations stratégiques ainsi définies est suivie de très près dans un processus faisant appel à un tableau de bord. C'est encore une fois le suivi rigoureux des résultats effectué par la direction, de même que la participation de toute l'équipe, qui nous a permis d'atteindre la grande majorité de nos objectifs.

Des résultats pour réaliser sa mission

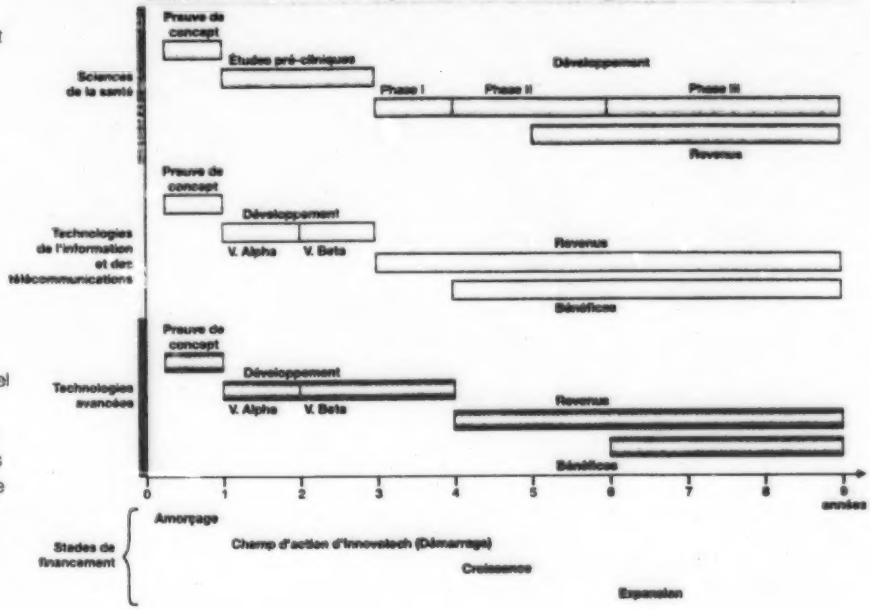
Le succès de la réalisation de notre mission passe avant tout par la qualité supérieure des dossiers reçus de différentes sources, soit les centres de recherche, les universités, les grandes entreprises technologiques et autres contacts développés dans le milieu des affaires, tant à l'échelle locale qu'internationale. En 2001-2002, c'est plus de 575 demandes qualifiées d'investissements (483 en 2000-2001) qui ont été traitées, ce qui représente plus de dix demandes par semaine, une augmentation de près de 20 % par rapport à l'exercice précédent et ce, dans un contexte où l'économie était au ralenti.

Le conseil d'administration de la Société et l'équipe de professionnels en place ont déployé tous les efforts nécessaires afin de permettre l'autorisation de 58 dossiers d'investissements, dont 32 nouveaux investissements et 26 réinvestissements. Tenant compte des dossiers toujours en traitement en fin d'exercice, plus de 90 % des dossiers de réinvestissements et près de 8 % des nouveaux dossiers d'investissements traités ont été approuvés, pour un montant de plus de 85,7 millions de dollars d'engagements (2000-2001 : 107,3 millions de dollars) répartis dans chacun des secteurs, comme le montre le tableau 1.

Ces engagements s'insèrent dans des projets totalisant 361,6 millions de dollars d'investissements (2000-2001 : 695,1 millions de dollars), avec un effet de levier d'investissements de un à quatre, impliquant des partenaires canadiens et étrangers.

Ces projets incluent 5 millions de dollars d'engagements dans des fonds en commandite, ce qui s'inscrit dans la volonté de la Société d'étendre son réseau de partenaires financiers. Pour que la Société soit en mesure d'accroître son expertise et les opportunités de maillage ainsi que d'élargir son champ d'action par la complémentarité des interventions, les participations dans des sociétés d'investissements en commandite demeurent un créneau d'opportunités d'affaires dans lequel la Société assure sa présence à long terme. Ces sociétés en commandite, lorsqu'elles sont hors territoire, doivent s'engager à investir dans notre territoire l'équivalent de la somme injectée par la Société dans leur fonds, entraînant par le fait même des retombées économiques à l'échelle locale. Cette stratégie permet non seulement d'attirer des investisseurs étrangers au Québec, mais aussi de faire connaître nos entreprises québécoises à l'échelle internationale.

Stades d'évolution des entreprises en haute technologie



Au chapitre des sommes investies, elle s'élèvent à plus de 78,2 millions de dollars (2000-2001 : 71,1 millions de dollars), soit un montant largement supérieur à l'objectif de 65 millions de dollars que la Société s'était fixé dans son plan triennal. Avec ses 27 investissements et ses 23 réinvestissements, plus de 50 transactions de financement ont été réalisées auprès d'entreprises qui ont reçu une source de financement propre à leurs besoins, tout en permettant un rendement supérieur à moyen terme sur le portefeuille d'investissements de la Société. Notre soutien continu assure non seulement le démarrage, mais aussi la croissance des entreprises à fort potentiel de développement.

La Société a toujours mis l'emphase de ses activités sur le démarrage des entreprises. Au cours de l'exercice, elle a atteint son objectif en finançant plus de 18 entreprises en démarrage, soit 66 % des nouveaux investissements.

Afin de préciser le champ d'action de la Société, nous avons développé le graphique présenté plus haut, qui identifie les stades d'évolution des entreprises propres à chacun des secteurs d'investissements. On note, entre autres, que la Société intervient principalement au stade de démarrage, tout en chevauchant les stades d'amorçage et de croissance afin d'atteindre un certain équilibre dans le portefeuille en termes de maturité.

Tableau 1 : Répartition des engagements de l'exercice entre les investissements et les réinvestissements (en millions de dollars)

	Sciences de la santé		Technologies de l'information et des télécommunications		Technologies avancées		Total	
	Nbre	M$	Nbre	M$	Nbre	M$	Nbre	M$
Investissements	8	16,4	15	19,2	9	11,4	32	47,0
Réinvestissements	6	11,4	14	22,0	6	5,3	26	38,7
Total par secteur	14	27,8	29	41,2	15	16,7	58	85,7
Pourcentage du total des engagements	24,1	32,4	50,0	48,1	25,9	19,5	100,0	100,0

Le véhicule financier privilégié par la Société demeure toujours, tout compte fait, le capital-actions ordinaires qui offre le maximum de plus-value résultant de la forte croissance des entreprises, et qui assure au capital risqueur un certain droit de regard sur son développement stratégique. L'objectif d'Innovatech est cependant d'effectuer le financement d'une entreprise avec le véhicule qui maximisera à la fois le rendement de son investissement et la position financière de l'entreprise, pour ainsi assurer sa réussite tout en minimisant son risque.

Les véhicules utilisés ont évolué mais ceux-ci sont toujours convertibles en actions ordinaires. Le choix du véhicule – action ordinaire, action privilégiée ou débenture convertible – est fonction du niveau de risque et de la nature du dossier. On remarquera ainsi une croissance importante de l'utilisation des actions privilégiées et des débentures convertibles, conforme à la tendance générale de l'industrie.

Ainsi, au total, plus de 85 % du portefeuille d'investissements prend la forme d'actions ordinaires et de titres convertibles en actions ordinaires (prêts, débentures et actions privilégiées).

Le premier critère de sélection des investissements demeure la qualité et le degré d'innovation technologique. Innovatech vise à faire des régions de Montréal et de l'Outaouais un berceau de nouvelles technologies reconnu internationalement.

Considérant le mouvement des entreprises au cours de l'exercice, soit 27 nouveaux investissements et 11 désinvestissements réalisés, ce sont plus de 140 entreprises que contient le portefeuille de la Société, dont l'évolution est montrée au tableau 2.

Afin d'assurer la réalisation de sa mission et l'équilibre de son portefeuille, la direction révise annuellement la pondération des investissements dans chacun des secteurs en fonction des prévisions économiques et de l'évolution de chacun de ces secteurs. La diversification du portefeuille dans ces trois secteurs de pointe – qui se situent parmi les plus porteurs du marché du capital de risque en raison de leur croissance rapide et de leur potentiel de rendement – demeure toujours un élément important dans l'atteinte du rendement attendu à long terme.

Afin de maximiser son champ d'intervention, la Société a poursuivi, au cours de l'exercice, le développement d'ententes avec des incubateurs et des sociétés de valorisation qui sont très près des milieux de la recherche et du développement technologique.

Le territoire d'intervention de la Société constitue une source inépuisable de projets hautement qualifiés. La carte géographique de distribution des investissements montre les deux pôles principaux d'investissements, soit les régions de Montréal et de l'Outaouais.

Outre la région du Grand Montréal où la majorité des investissements ont été effectués, Innovatech a poursuivi son action dans la région de l'Outaouais, s'engageant dans deux nouveaux dossiers d'investissements pour une somme de 4,3 millions de dollars, et assurant son soutien aux entreprises de son portefeuille par le biais de réinvestissements de plus de 4,75 millions de dollars dans trois entreprises. Afin de maximiser l'impact de son intervention à l'égard du développement de nouvelles technologies, la Société s'est engagée dans des initiatives associées au Centre de développement d'entreprises technologiques de l'Outaouais, qui agit à titre d'incubateur.

Les vice-présidents, directeurs et conseillers aux investissements assurent une présence constante pour maintenir les liaisons d'affaires et être à l'affût de projets innovateurs.

Comme tout bon gestionnaire de capital de risque, la direction de la Société doit prévoir un horizon de sortie pour les investissements effectués dans les entreprises afin de maintenir la continuité de son action et un certain retour sur l'investissement. En contrepartie, tout bon plan d'affaires présenté par les entrepreneurs doit prévoir comment l'entreprise assurera son autonomie financière et la sortie pour son investisseur.

Le désinvestissement est une activité qui demande une planification rigoureuse afin d'optimiser le rendement sur disposition. Ce rendement se bâtit à moyen terme, alors que d'année en année, la croissance de l'entreprise et les rondes subséquentes d'investissements viennent augmenter la juste valeur de la participation dans l'entreprise, plus-value qui sera réalisée lors du désinvestissement.

Au cours de l'exercice, la Société a réalisé 11 sorties complètes. Malgré les conditions du marché non propices au désinvestissement, plusieurs réalisations partielles et complètes ont été effectuées, permettant de dégager un produit de dispositions de plus de 36 millions de dollars et des gains sur dispositions de l'ordre de 17,6 millions de dollars, ce qui constitue un excellent résultat considérant un objectif de gain qui s'élevait à 7 millions de dollars au plan triennal.

Tableau 2 : Évolution du nombre d'entrerpises au portefeuille et du nombre de réinvestissements

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Nombre d'entreprises au début	0	2	27	49	64	83	98	100	113	124
Investissements	2	25	22	15	21	21	17	28	25	27
Désinvestissements	0	0	0	0	2	6	15	15	14	11
Nombre d'entreprises à la fin	2	27	49	64	83	98	100	113	124	140
Réinvestissements	0	0	1	11	12	19	19	24	32	23

Maximiser les retombées économiques pour notre actionnaire signifie améliorer la compétitivité et la croissance économique du Québec. Par son intervention, la Société génère une plus-value considérable à l'égard du développement de nouvelles technologies. L'accroissement des connaissances du capital humain fait aussi en sorte que le Québec est reconnu pour la qualité de ses ressources humaines.

Selon les chiffres fournis par les entreprises dans lesquelles elle s'est engagée au cours de l'exercice, la Société a contribué à la création de 1 354 emplois (2000-2001 : 904) et au maintien de 1 581 emplois (2000-2001 : 1 329). Nous considérons qu'en cette période difficile de ralentissement économique, il était d'autant plus important que la Société atteigne de tels résultats.

La Société vise à maximiser son impact dans la création de nouvelles entreprises et la croissance de celles-ci, non seulement par son soutien financier, mais aussi par son expertise de création de synergie et de maillage entre les sociétés de son portefeuille. À cet égard, elle a collaboré à la fusion de dix entreprises de son portefeuille avec des entreprises n'en faisant pas partie.

Les réinvestissements effectués dans les entreprises sont le reflet du soutien de la Société, à la fois financier pour l'entreprise et économique, dans un contexte global où on assure ainsi le maintien et la croissance des emplois. Au cours de l'exercice, la situation économique difficile a fait en sorte que la Société a dû réagir et assurer un support encore plus présent aux entreprises. La flexibilité et la rapidité avec laquelle nous pouvons réagir a eu pour effet que certaines entreprises ont pu passer la rampe de cette dure période et en ressortir gagnantes. Les réinvestissements au montant de 37,1 millions de dollars, soit 47,4 % des investissements totaux, démontrent ce soutien continu.

Maximiser les retombées financières pour l'actionnaire implique de s'assurer de générer un rendement à court et à moyen termes afin de maximiser les liquidités générées par les sorties. Dans le domaine du capital de risque, il s'agit d'un travail de longue haleine qu'il faut évaluer à long terme. Le taux de rendement interne (TRI) est un indicateur qui comprend une évaluation de la juste valeur marchande de sociétés privées non arrivées à maturité. Cette évaluation est influencée par le contexte général du marché; il faut donc interpréter le TRI en relation avec les indices de référence de l'industrie et se rappeler que la majeure partie du rendement est non réalisée. Dans ce contexte, le rendement global de notre portefeuille de –24,7 % se compare aux performances des indices de référence de l'industrie, tous frappés par la chute des marchés boursiers et par le ralentissement économique. Quant au rendement sur les sorties partielles et complètes réalisées avec succès au cours de l'exercice, il s'élève à 20,2 %. Nous avons profité du dernier exercice pour mettre en place des stratégies afin d'optimiser les chances de succès de nos investissements et le rendement sur nos sorties au cours des prochains exercices.

Toujours dans le but d'améliorer la croissance et le développement économique du Québec, la Société se donne aussi le défi d'effectuer des transferts de technologies provenant de l'extérieur du Québec. L'objectif que nous nous étions fixé a été atteint, avec quatre entreprises qui ont transféré une partie de leurs activités au Québec. Depuis le début des activités de la Société, plus de 30 entreprises ont été attirées au Québec par Innovatech en y apportant expertise technologique et emplois.

Les transferts de technologie constituent un élément indissociable de notre mission, en ce sens qu'ils apportent une plus-value au savoir-faire et à la créativité des entreprises d'ici. Le réseau d'affaires, patiemment tissé par Innovatech hors du Québec, facilite ces échanges qui contribuent au succès de la Société et renforce notre capacité à intéresser des investisseurs étrangers à des participations. Il ouvre aussi la porte des marchés étrangers à nos entreprises.

Innovatech s'est toujours donné comme priorité de développer son réseau de partenaires financiers. Ainsi, ce sont plus de 150 partenaires financiers, dont près de 50 proviennent de l'extérieur du Québec, avec lesquels la Société s'associe pour réaliser ses rondes de financement. Fait à noter, au cours de l'exercice, c'est plus de 40 millions de dollars que des partenaires étrangers sont venus investir dans nos entreprises, résultat qui démontre encore une fois l'implication d'Innovatech dans le déploiement des efforts pour attirer les fonds étrangers au Québec.

L'atteinte d'une maturité

Lorsque le gouvernement a converti la Société Innovatech du Grand Montréal en société à capital-actions, celle-ci a établi ses paramètres de fonctionnement à partir d'une simulation d'évolution de son portefeuille qui tenait compte de la nature désormais renouvelable du fonds qu'elle gère. La Société a donc déterminé sa capacité annuelle d'investissements en tenant compte de la maturité de son portefeuille, de sa capacité de désinvestir et du rendement escompté sur ses dispositions. La situation de l'économie peut, bien sûr, influencer temporairement cette évolution, par exemple si les sorties sont plus difficiles, comme on l'a vu au cours de l'exercice. L'objectif demeure cependant d'arriver à un point d'équilibre où le nombre de sociétés en portefeuille est relativement stable, le nombre de nouveaux dossiers ajoutés étant compensé par le nombre de sorties, et où les nouveaux dollars investis proviennent essentiellement du produit des dispositions.

Le fonds social d'Innovatech du Grand Montréal est de 350 millions de dollars. Le capital-actions souscrit par le gouvernement du Québec au 31 mars est de 292 millions de dollars, laissant un solde de 58 millions de dollars. La Société est donc près d'atteindre son point d'équilibre, et a établi ses objectifs de l'exercice en conséquence. Elle a également mis en place une stratégie qui lui assure les liquidités requises si les marchés sont moins favorables pour la réalisation de ses dispositions.

La gestion d'un fonds renouvelable - ou fonds « evergreen » - est un défi stimulant. En effet, la Société doit s'assurer de générer suffisamment de rendement à court et moyen termes de façon à produire éventuellement des liquidités suffisantes pour pourvoir à ses besoins et poursuivre son action. Cela implique un monitoring serré de ses activités, un suivi pointu des marchés et une préoccupation pour la planification des sorties dès la première ronde d'investissement. Une telle évolution est au bénéfice des entreprises qui ont tout intérêt, elles-mêmes, à planifier leur croissance et leur financement à long terme sur la route du succès.

Des facteurs clés de succès

La Société a évolué sur plusieurs plans au cours du dernier exercice. Elle fait maintenant autorité dans le milieu du capital de risque québécois, non seulement pour son expertise technique, mais aussi pour son leadership qui est de plus en plus sollicité, tout autant du côté technologique que de l'expertise d'affaires. Une analyse révèle qu'Innovatech est le chef de file dans près de 50 % de ses dossiers d'investissements.

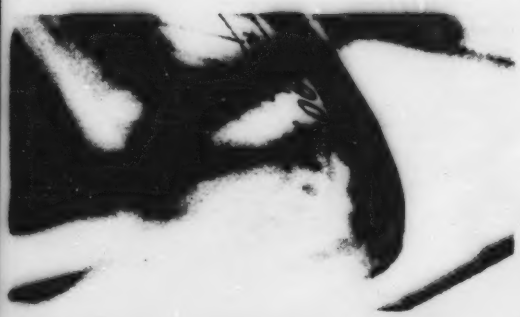
Toujours dans le but d'améliorer constamment l'efficacité du processus d'analyse et de suivi des dossiers d'investissements, la Société a mis en place, au cours de l'exercice, un système de gestion de l'information propre au capital de risque. Ce système permet un accès direct et efficace à l'information, tout en assurant un contrôle étroit sur chacun des aspects reliés aux investissements du portefeuille, dont l'atteinte des jalons de performance.

Innovatech est aussi reconnue pour sa flexibilité et sa rapidité d'intervention auprès des entreprises. L'équipe de professionnels en place fait toujours preuve d'un esprit d'équipe remarquable, assurant ainsi un soutien continu additionné de connaissances et d'expériences d'affaires qui apportent une plus-value réelle aux entreprises.

Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation de la Société sont le reflet du degré d'activités requis pour la réalisation de sa mission. Ils sont reliés, entre autres, au volume d'activités, au nombre de dossiers suivis et au nombre de transactions effectuées. Pour le présent exercice, ils sont de 4,1 millions de dollars, soit un pourcentage de 1,5 % de la moyenne de l'actif net sous gestion. Un tel pourcentage, inférieur à la moyenne de l'industrie, est un indicateur de performance, mais il reflète également la difficulté d'ajuster rapidement la taille de l'organisation à la croissance rapide de son portefeuille dans un marché hautement compétitif.

Ces frais incluent aussi les dépenses pour des services de ressources externes appelées à intervenir dans des activités hors des champs de spécialisation des équipes de la Société. Ces activités touchent, entre autres, les services juridiques, notamment lors de la préparation d'ententes contractuelles touchant les investissements, et certains services financiers et technologiques pointus pour l'exécution de vérifications diligentes.



Inscriptions aux marchés boursiers

Au cours de l'exercice, le contexte économique difficile n'a pas été propice à de nouvelles inscriptions et aucune compagnie du portefeuille n'a fait un premier appel public à l'épargne (PAPE). Le jeu des fusions/acquisitions et des nouveaux investissements a cependant fait évoluer la liste des sociétés publiques du portefeuille.

Le tableau 3 présente la liste des sociétés publiques inscrites au portefeuille en date du 31 mars 2002, ainsi que les bourses où leurs actions se transigent.

Les résultats par secteurs

Les entreprises dans lesquelles la Société a investi se répartissent dans trois secteurs qui représentent chacun environ un tiers du portefeuille, comme le montre le tableau 4. On note que les pourcentages de distribution se maintiennent par rapport à l'exercice précédent. Ce constat confirme la stratégie de mitigation du risque du portefeuille qui favorise une répartition équilibrée des investissements.

Le tableau 5 répartit la valeur comptable, la juste valeur marchande du portefeuille ainsi que les plus-values et moins-values non réalisées pour chacun des trois secteurs d'activités de la Societe. La chute des marchés financiers au cours de l'exercice, en particulier du secteur des hautes technologies, a entraîné une baisse marquee des justes valeurs marchandes. Dans le secteur plus spécifique de l'Internet et des télécommunications, Innovatech n'a pas échappé à la vague des fermetures d'entreprises ayant entraîne certaines radiations de sommes investies.

Tableau 3 : Liste des sociétés publiques au 31 mars 2002

Année du PAPE	Compagnie	Bourse (s)
1996-1997	Vélan inc. (2)	Toronto
1996-1997	Touchtunes Digital Jukebox inc.	NASDAQ (O.T.C.)
1997-1998	Clémax Technologies inc.	CDNX
1999-2000	Thermal Retrieval Systems Ltd.	CDNX
1999-2000	Technologies AD OPT inc.	Toronto
1999-2000	eNGENUITY (4)	Toronto
2000-2001	Conjuchem inc.	Toronto
2000-2001	Nexia Biotechnologies inc.	Toronto
2000-2001	Neurochem inc.	Toronto
2000-2001	ART Recherches et Technologies Avancées	Toronto
2000-2001	H Power Corporation	NASDAQ
N/A	VisualMed Clinical Systems Inc. (1)	NASDAQ (O.T.C.)
N/A	Ultravision Corporation (1)	CDNX
N/A	Procyon Biopharma inc. (3)	Toronto
N/A	SignalGene inc. (1)	Toronto
N/A	Oncolytics Biotech (1)	NASDAQ et Toronto
N/A	Pangeo Pharma inc. (1)	Toronto
N/A	Compositech Ltd (4)	NASDAQ
N/A	Fun Key Studios inc. (1)	CDNX
N/A	Immersion Group inc. (4)	NASDAQ
N/A	Infospace inc. (4)	NASDAQ
N/A	SkyePharma inc. (4)	NASDAQ et Londres
N/A	ID Biomedical inc. (4)	NASDAQ et Toronto
N/A	Biophage Pharma inc. (1)	CDNX
N/A	CVF Technologies Inc. (4)	Amex
N/A	Convera Corporation (4)	NASDAQ
N/A	Widecom (4)	NASDAQ (O.T.C.)

(1): Société publique au moment de l'investissement
(2): Investissement sous forme de prêt
(3): Prise de contrôle inversée
(4): Rachat ou échange d'actions

Tableau 4 : Nombre d'entreprises

	2001-2002	2000-2001	différence	Nouvelles	Sorties
Sciences de la santé	43	39	4	6	2
Technologies de l'information et des télécommunications	47	43	4	12	8
Technologies avancées	50	42	8	9	1
Total	140	124	16	27	11

Tableau 5 : Portefeuille (en millions de dollars)

	Valeur comptable		Valeur marchande		Plus-(moins) values non réalisées	
	2001-2002	2000-2001	2001-2002	2000-2001	2001-2002	2000-2001
Sciences de la santé	96,1	93,5	115,1	128,8	19,0	35,3
Technologies de l'information et des télécommunications	78,7	77,7	75,1	77,2	(3,6)	(0,5)
Technologies avancées	63,4	63,0	58,3	75,7	(5,1)	12,7
Total	238,2	234,2	248,5	281,7	10,3	47,5

Sciences de la santé

Daniel Pharand
Vice-président, Sciences de la santé

L'équipe des sciences de la santé a complété un exercice fort rentable en 2001-2002. Des désinvestissements de 26,6 millions de dollars, qui ont généré des profits sur dispositions de 13,8 millions de dollars, témoignent du bien-fondé des stratégies d'investissements de la Société dans le marché montréalais des sciences de la santé. Cette plus-value réalisée de plus de 107 % en espèces sonnantes confirme également que le marché des biotechnologies sur notre territoire recèle bien d'autres opportunités. Les désinvestissements complets ou partiels effectués cette année visaient des sociétés comme Cryocath Technologies, Laboratoires Paladin, Pangeo Pharma, Conjuchem et Nexia Biotechnologies.

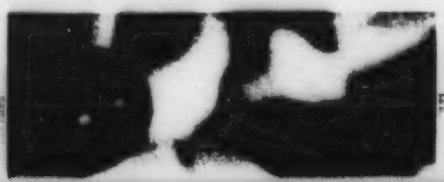
L'équipe des sciences de la santé a assuré le traitement de plus de 130 propositions d'affaires au cours de l'exercice 2001-2002, ce qui correspond à une augmentation de plus de 15 % par rapport à l'exercice précédent (2000-2001 : 113 propositions traitées). De ce nombre, 14 projets d'investissements et/ou réinvestissements ont été retenus, pour une somme totale engagée de plus de 27,8 millions de dollars. Quant aux sommes investies, elles se sont élevées à 19,3 millions de dollars. Dans notre secteur, nous assurons le suivi de 43 sociétés, dont six nouvelles inscriptions à notre portefeuille durant l'exercice, comparativement aux 39 inscrites au terme de l'exercice précédent.

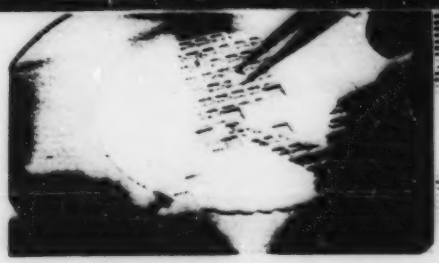
Le taux de rendement interne pour l'exercice terminé le 31 mars 2002 a été de -4,9 % pour le portefeuille des sciences de la santé. Ce même portefeuille a généré un taux de rendement interne moyen au cours des quatre dernières années de plus de 10,5 %. Le principal indicateur de rendement, soit le taux de rendement interne réalisé sur les dispositions, a été de 26,3 % à la suite des différentes sorties partielles et complètes réalisées durant l'exercice.

Notre plan de jeu pour l'année à venir demeure le même, privilégiant des investissements dans des entreprises offrant des technologies innovatrices dans les domaines des produits pharmaceutiques, thérapeutiques, diagnostiques et médicaux, toutes vouées à la santé des humains.

La nature « evergreen » du portefeuille d'innovatech du Grand Montréal nous dicte une stratégie qui favorise le maintien d'un portefeuille équilibré à l'égard des liquidités. Nous sommes ainsi en mesure d'investir aux différentes étapes du démarrage, incluant celles plus proches de la commercialisation.

Pour 2002-2003, on prévoit que de nouveaux programmes gouvernementaux verront le jour et aideront les entreprises du marché des sciences de la santé à se développer et à prospérer au cours des années à venir.





Celles et ceux qui ont vécu plus d'un cycle économique sont conscients des effets d'une correction de marché : « les survivants en sortiront encore plus forts ». La restructuration dans le secteur de la haute technologie a été particulièrement sévère, provoquant ainsi l'épuration de plusieurs centaines d'entreprises.

Coup sur coup, les secteurs des technologies de l'information (TI) et des télécommunications ont successivement vécu le dégonflement des « dot com », l'effondrement des marchés des télécoms suivi de l'effondrement des manufacturiers d'équipements et de composantes. La dévalorisation des grandes sociétés publiques, considérées l'épicentre de cette chute, a provoqué un effet de secousse ressenti jusqu'au plus petit des projets technologiques. Les conséquences vont de la correction et la perte de valeur à des sorties repoussées ou devenues peu intéressantes, des financements en général réduits, des financements d'expansion inexistants et des bonnes entreprises en développement laissées pour compte.

La Société Innovatech du Grand Montréal ayant toujours investi dans de jeunes entreprises technologiques en développement, respectant ainsi sa mission, se trouve donc fortement affectée par une telle correction. Les conditions des marchés sont les principales explications du taux de rendement interne sectoriel de - 43,8 %.

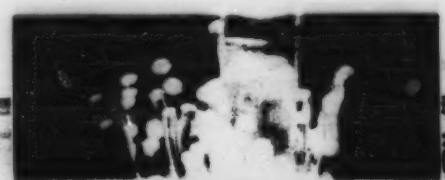
Par contre, notre analyse détaillée du portefeuille démontre, suite à cette année de restructuration, que celui-ci est composé de valeurs sûres sur lesquelles nous allons pouvoir bâtir un avenir prometteur et dont certaines ont des possibilités de rendement exceptionnel sur disposition.

Grâce à une vision d'avenir éclairée, l'équipe des technologies de l'information et des télécommunications a su réagir rapidement à ce marché dépressif. Contrairement à plusieurs sociétés de capital de risque qui ont cessé d'investir, l'équipe a profité des occasions dans le marché, non seulement à cause des valorisations attrayantes mais aussi pour la qualité impressionnante des projets disponibles. L'équipe de six professionnels dédiés à la gestion du portefeuille a traité plus de 295 dossiers d'investissements, dont 29 se sont concrétisés dans des engagements de plus de 41,2 millions de dollars. Elle a, de plus, réalisé au cours de l'exercice pas moins de 26 transactions, dont 12 dans de nouvelles entreprises. Ces transactions, auxquelles s'ajoutent les sommes versées à la suite de l'atteinte de jalons de performance, ont entraîné des déboursés d'une valeur totale de 43,5 millions de dollars.

En début d'année, l'équipe s'était donnée comme mandat d'informer et de sensibiliser les entrepreneurs aux avantages des fusions et acquisitions comme moyen d'accroître la valeur des entreprises, ainsi que de soutenir les entrepreneurs dans ces transactions. Ce mandat fut rempli avec succès par la réalisation de 10 fusions / acquisitions représentant un peu plus de 20 % du portefeuille.

André H. Vaillant
Vice-président, Technologies de l'information et des télécommunications, et vice-président, région Outaouais

L'accroissement du réseau de contacts, principalement axé sur la recherche de nouveaux partenaires financiers, était également au menu des objectifs de l'année. Les démarches en ce sens ont porté fruit avec l'arrivée de nouveaux partenaires dans lesquels la Société a pris une participation directe, dont un fonds de capital de risque de Boston du nom de Venture Investment Management Company (Vimac) ainsi que notre association avec un incubateur en Outaouais. Ces réalisations ne sont que deux exemples qui vont permettre à la Société de maintenir son pipeline de propositions d'investissements de qualité pour les années à venir.



Pierre Coutou
Vice-président, Technologies avancées

Technologie avancées

Le secteur des technologies avancees comprend de multiples creneaux, dont principalement l'electronique, les nouveaux materiaux, les instruments de contrôle et de mesure et les nouvelles energies. Plusieurs de ces créneaux ont ete affectes par les mauvaises conditions de l'économie et par la chute du secteur des telecommunications, principal donneur d'ordre dans le milieu de l'électronique.

Le taux de rendement interne annuel sectoriel s'en est ressenti, particulièrement à la suite de la prise de baisses de valeur marchande par souci de conservatisme. À -31.2 %, il est cependant en ligne avec la performance générale du secteur dans l'industrie.

Dans ces circonstances, nous avons redoublé d'efforts pour réitérer à nos partenaires d'affaires l'importance capitale de respecter à la lettre leurs plans d'affaires annuels. De nombreuses heures ont été investies pour remettre en question les modèles d'affaires, les stratégies de mise en marché, les prévisions à court terme et les plans de contingence pour faire face à ces situations difficiles. À de nombreuses reprises, et de concert avec nos partenaires, il a fallu repositionner le développement de nos entreprises pour pouvoir pallier les limitations du financement et démontrer une plus grande agressivité pour s'accaparer plus rapidement des parts de marché.

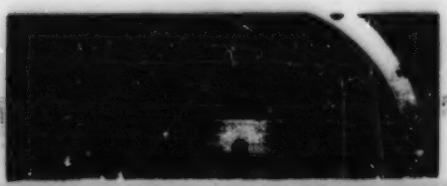
L'une de nos entreprises, incapable d'obtenir des bons de commande, n'a pas hésité une seconde à mettre gratuitement à la disposition de sa clientèle des machines ultraperformantes pour une période d'essais. L'initiative a porté fruit, car la clientèle touchée par cette mesure a concrétisé de façon formelle ses intentions d'achats. C'est là un bel exemple prouvant que, dans l'adversité, l'ingéniosité, couplée à la créativité, devient une valeur sûre pour surmonter les défis d'aujourd'hui.

La vente d'Avantas Networks à la compagnie EXFO de Québec est une double réussite dans cette conjoncture qui confirme la justesse de nos choix technologiques. Hormis la plus-value de 1,8 millions de dollars réalisée sur notre investissement, cette acquisition permet à une entreprise du Québec de confirmer son leadership aux dépens de compétiteurs étrangers.

L'équipe des technologies avancées est fière d'avoir servi de bougie d'allumage au lancement de Capimont II, un nouveau fonds d'investissements dans le secteur des technologies avancées, qui œuvre au stade de l'amorçage, en amont de notre action. Un tel fonds vient combler un vide criant dans le financement des nouvelles technologies industrielles.

La signature d'une nouvelle entente avec le Centech de l'École de technologie supérieure (ETS) est également prometteuse de projets innovateurs de qualité.

En plus de ces réalisations importantes, on ne peut passer sous silence le professionnalisme et le dévouement de l'équipe des technologies avancées. Ses professionnels ont examiné 149 plans d'affaires et fait autoriser plus de 15 dossiers, pour des engagements totaux de 16,7 millions de dollars. Le total des investissements et réinvestissements réalisés au cours de l'exercice s'élève à 15,4 millions de dollars. Ils comprennent quelques engagements pris au cours des exercices précédents, ainsi que des investissements dans neuf nouvelles entreprises et cinq réinvestissements réalisés au cours de l'exercice.



Bref historique

La Societe Innovatech du Grand Montréal a été creee dans le cadre du *Plan Stratégique du Grand Montréal : Pour un redressement durable*, rendu public par le gouvernement du Québec en 1991. La Loi constituant la Societe a été adoptee par l'Assemblee Nationale le 22 juin 1992. Le conseil d'administration etait constitué des septembre, et la Societe commençait véritablement ses activités après l'entrée en fonction du premier president-directeur général, Monsieur Bernard Coupal, le 2 décembre 1992.

La mission de la Société était très large, tout autant que les moyens qui lui étaient donnés. Une particularité exceptionnelle pour une organisation gouvernementale, sa gouvernance était confiee à un conseil d'administration formé obligatoirement de représentants du milieu des affaires et des hautes technologies, et doté de pouvoirs étendus, dont celui de choisir et nommer le président-directeur général, et celui d'autoriser des investissements jusqu'à 5 millions de dollars dans une même entreprise. Ces particularites, plus l'implication des présidents et membres successifs du conseil, expliquent assurement en grande partie le succès de la Societe depuis sa fondation.

Le tableau 1 rappelle les principaux jalons de l'histoire de la Société. Il est utile de rappeler qu'à l'origine, la Société devait avoir une existence temporaire qui devait se terminer le 31 mars 1997. En 1995, la clause crépusculaire était reportée au 31 mars 2000. Après le changement de direction, le gouvernement acceptait de modifier la Loi pour faire d'Innovatech du Grand Montréal une société à capital-actions, levant de facto la clause crépusculaire et faisant de celle-ci une organisation gérant dorénavant un fonds de capital de risque renouvelable. La mission et les principaux articles de la Loi originale sont demeurés cependant inchangés.

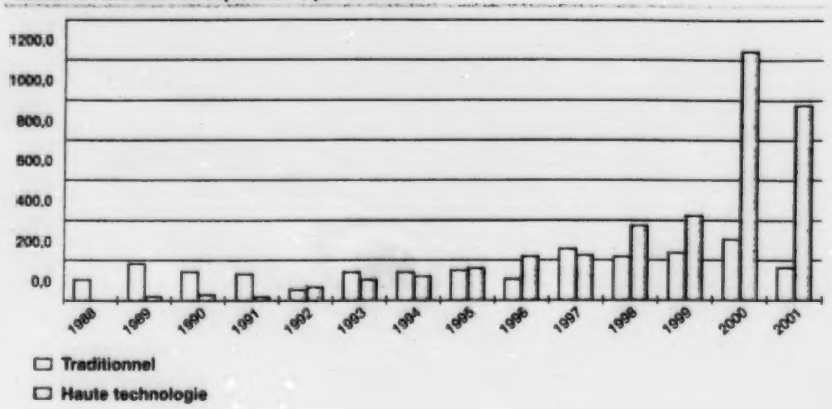
Tableau 1 : Dates importantes dans l'évolution de la Société Innovatech du Grand Montréal

22 juin 1992	Adoption de la Loi constitutive
2 décembre 1992	Début des activités
31 mai 1993	Clôture du premier investissement
16 mai 1995	Extension du mandat à l'an 2000
31 mars 1996	Reconnaissance officielle comme organisme de capital de risque
11 août 1997	Nouvelle direction
12 juin 1998	Changement de statut pour une Société à capital-actions autorisées de 350 millions de dollars

BIBLIOTHÈQUE
14 JUIN 2002
ASSEMBLÉE NATIONALE

L'évolution de l'action de la Société vers le capital de risque s'est faite naturellement, et elle est rapidement devenue un acteur important du virage de l'industrie québécoise du capital de risque vers l'investissement en haute technologie, et de la croissance phénoménale de cette industrie depuis 1992, comme l'illustre le tableau 2. Innovatech du Grand Montréal était responsable de 18 des 74 millions investis en haute technologie en 1993, et de 33 des 87 millions en 1994. Si aujourd'hui elle ne représente plus que 10 % des investissements du secteur, c'est jusqu'à un certain point un témoignage de son succès à y intéresser les autres investisseurs. En termes de nombre de dossiers, la Société participe à plus de 20 % des dossiers, et son rôle de chef de file de plus en plus reconnu confirme l'importance de son impact sur le milieu.

Tableau 2 : Évolution du capital de risque au Québec



Principaux résultats

La Société autorisait cinq premiers placements sous forme de prêts ou de capital-actions dès ses premiers mois de fonctionnement. Les premiers investissements, clôturés en 1993, comprenaient des compagnies dont certaines sont maintenant bien connues, comme Nexia (Turner Research), Haemacure et eNGENUITY (Virtual Prototypes). Le tableau 3 montre l'évolution des activités d'investissements de la Société depuis sa création.

La Société a maintenu un rythme d'investissements moyen de 50 millions de dollars par année, ce qui a représenté une force de frappe majeure pour la relance de l'économie. Ses activités de désinvestissements ont commencé à prendre du volume lors de son cinquième exercice, pour atteindre un rythme variant entre 35 et 45 millions de dollars au cours des quatre dernières années. L'objectif à plus long terme est, bien sûr, d'atteindre un équilibre entre les deux activités lorsque l'ensemble du capital disponible aura été souscrit.

Le tableau 4 montre l'évolution du nombre de sociétés en portefeuille. Les investissements de la Société ont permis de financer plus de 200 entreprises, dont 140 en font toujours partie. La plupart des financements ont été faits dans des sociétés en démarrage, comme le montre le tableau 5. Au total, la Société a contribué à la création de 133 nouvelles entreprises de haute technologie sur son territoire, soit en moyenne 66 % de ses investissements. Ce résultat est à la fois planifié et révélateur de la tendance globale de l'industrie qui est de laisser l'innovation technologique aux petites entreprises, généralement essaimées des universités, centres de recherche et grandes entreprises technologiques.

Au total, les engagements de la Société ont été de 628 millions de dollars dans des projets dont le coût total était de près de 3 milliards de dollars, soit un ratio de un à cinq pour chaque dollar engagé, un effet de levier formidable pour l'économie qui a été constant dans son action. De ces engagements, le montant total investi était de 443 millions de dollars au 31 mars 2002. Les désinvestissements cumulatifs représentent 175 millions de dollars qui ont été réinvestis dans l'économie québécoise.

Tableau 3 : Évolution des investissements de la Société

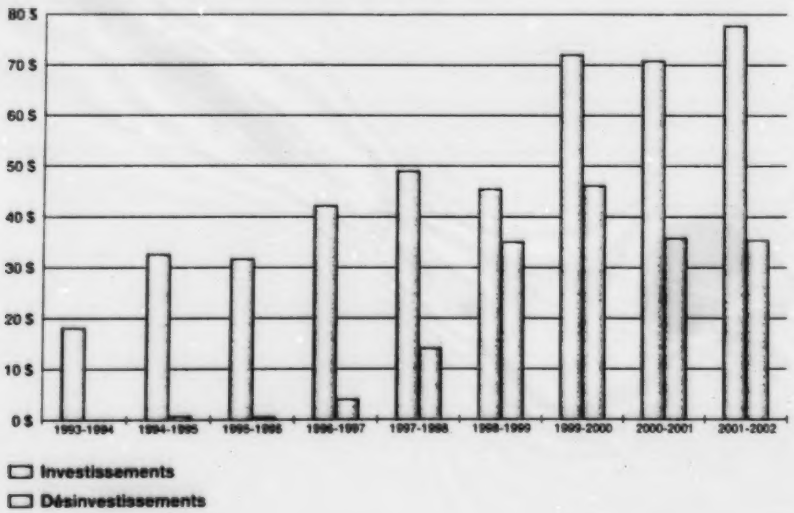


Tableau 4 : Évolution du portefeuille

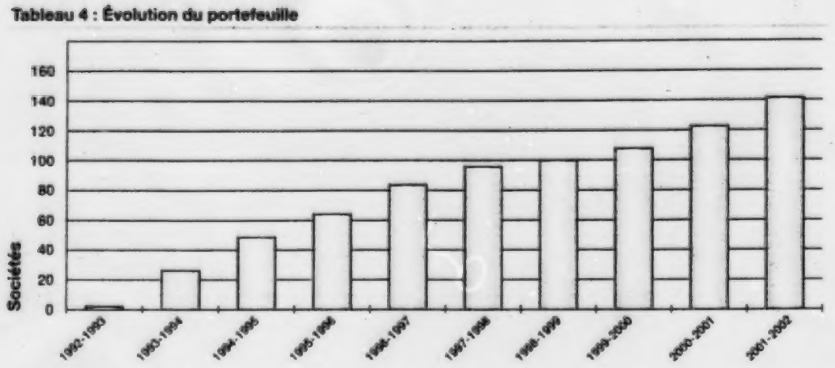
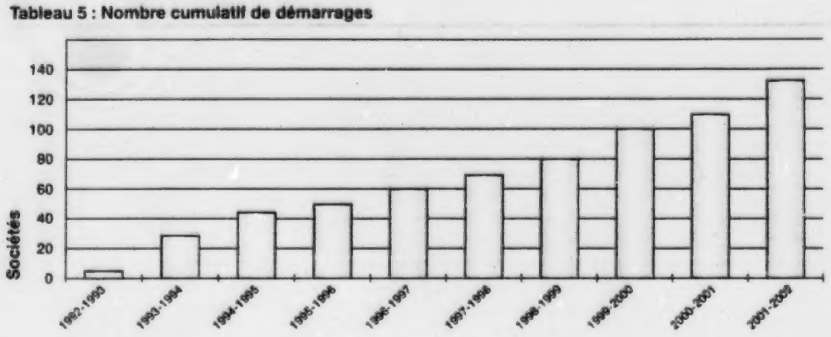


Tableau 5 : Nombre cumulatif de démarrages



Agir pour réussir

Dès ses débuts, et pour compléter son action, Innovatech du Grand Montréal s'est intéressée au transfert d'entreprises de haute technologie dans son territoire en misant sur les compétences des ressources du Québec, sur les nombreux avantages d'y faire affaire et bien sûr, aussi sur sa capacité à investir et sur son propre savoir-faire. En dix ans, ce sont 30 nouvelles entreprises qui se sont installées au Québec, y apportant technologies, savoir-faire, ressources et emplois de haut calibre. Certaines ont connu une expansion impressionnante et sont aujourd'hui bien connues dans le milieu des affaires, comme Bio Intermediair, devenue DSM Biologics, et Cryo Surge, devenue Cryocath. Les principales sources de ces transferts sont le reste du Canada, les États-Unis et la France.

La Société a contribué de multiples façons au développement de l'industrie du capital de risque au Québec, parce qu'elle a rapidement compris que le meilleur moyen de « promouvoir et soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur son territoire » était d'y attirer et développer l'investissement en haute technologie. En participant à 12 fonds spécialisés, elle a souvent donné le coup d'envoi qui a permis leur création ou leur venue sur le marché québécois, augmentant ainsi de façon doublement significative son effet de levier. En effet, non seulement ces fonds ont eux-mêmes investi des sommes nettement supérieures dans le territoire de la Société, mais ils ont ouvert leurs réseaux à la Société et aux entreprises de son portefeuille, tout en devenant souvent des partenaires d'investissements dans un marché où le nombre de joueurs était, et est toujours, souvent trop limité. Enfin, les premières sorties réalisées ont également été profitables sur le plan financier.

Une autre contribution de la Société au développement de l'innovation technologique s'est concrétisée par le biais d'ententes avec des incubateurs technologiques où chacune des parties y trouve son compte. Les incubateurs ont accès à un financement supplémentaire, et la Société obtient pour sa part un accès privilégié aux démarrages parrainés par ceux-ci. Encore ici, la tradition est longue puisque le partenariat avec Innocentre et le Centech remonte à la création de la Société. Ces ententes ont évolué, et de nouvelles ont depuis été conclues, dont la dernière avec le Centre de développement d'entreprises technologiques de l'Outaouais.

Le succès de la Société Innovatech du Grand Montréal, pendant ses dix années d'existence, se mesure surtout par le succès des entreprises de son portefeuille. À ce titre, la Société est fière des premiers appels publics à l'épargne réalisés par près de 20 d'entre elles et des 63 sorties complétées. Plusieurs de ces entreprises sont bien connues du public, comme Technologies Ibex, Haemacure, Labopharm, Cognicase, Positron Fiber Systems, Tecsys, Technologie AdOpt, eNGENUITY, Neurochem, Nexia, Conjuchem et Cryocath. Des ventes stratégiques, comme celle de RTP Pharma à Skye Pharmaceuticals et Avantas Networks à EXFO, ont fait récemment l'objet d'articles dans les médias.

Conclusion

En dix ans, la Société Innovatech du Grand Montréal a mis sur pied un portefeuille impressionnant en haute technologie, l'un des plus importants au Canada. Elle a joué un rôle majeur dans le développement de l'industrie du capital de risque. Elle a rempli sa mission de «relever, promouvoir, et soutenir la capacité d'innovation technologique sur son territoire» en contribuant à la création d'un nombre impressionnant de nouvelles entreprises et à l'implantation d'entreprises étrangères qui ont crée des milliers d'emplois de haut calibre. «améliorant ainsi de façon plus que significative la compétitivité et la croissance économique du Québec».

Au seuil du troisième millénaire, et de sa deuxième décennie, la Société est prête à relever les nouveaux défis posés par le développement soutenu de l'innovation technologique au Québec en demeurant l'un des chefs de file de son industrie, mais aussi, en jouant pleinement son rôle de défricheur de nouvelles pistes et solutions allant au-delà de son action immédiate.

États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 2002

Table des matières

Rapport de la direction	22
Rapport du vérificateur	23
États financiers	
Résultats et déficit	24
Bilan	25
Flux de trésorerie	26
Notes complémentaires	27 à 32

Rapport de la direction

Les états financiers de la Société Innovatech du Grand Montréal ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôle comptable interne conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Le président-directeur général,

Hubert Manseau

Montréal, le 24 mai 2002

Rapport du vérificateur

À la Ministre des finances

J'ai vérifié le bilan de la Société Innovatech du Grand Montréal au 31 mars 2002 et l'état des résultats et du déficit ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2002, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale par intérim,

Doris Paradis

Doris Paradis, CA

Québec, le 24 mai 2002

Résultats et déficit de l'exercice terminé le 31 mars 2002

	2002	2001
Revenus		
Gains sur dispositions de placements	17 609 202 $	12 404 852 $
Revenus provenant des placements	2 022 424	2 087 162
Intérêts sur placements temporaires	1 467 820	1 722 525
Autres	86 935	73 116
	21 186 381	16 287 655
Dépenses		
Frais d'exploitation :		
Traitements et avantages sociaux	2 483 355	2 306 802
Services professionnels et contractuels (note 4)	187 674	178 607
Loyer, taxes et assurances	287 777	292 957
Publicité, promotion et rapport annuel	440 310	520 970
Téléphone et messagerie	81 336	89 875
Déplacements et développement des affaires	345 835	303 587
Frais de bureau	128 104	134 823
Amortissement des immobilisations	125 535	137 743
Autres	38 098	38 724
	4 118 024	4 004 088
Dépenses liées aux investissements (note 5)	56 692 986	8 394 479
	60 811 010	12 398 567
(Perte) Bénéfice avant frais liés au projet de privatisation	(39 624 629)	3 889 088
Frais liés au projet de privatisation	-	838 860
(Perte nette) Bénéfice net	(39 624 629)	3 050 228
Bénéfices non répartis au début	13 628 385	10 578 157
(Déficit) Bénéfice non répartis à la fin	(25 996 244) $	13 628 385 $

Bilan
au 31 mars 2002

	2002	2001
Actif		
À court terme		
Encaisse	742 830 $	2 009 570 $
Placements temporaires (note 6)	24 438 475	43 396 330
Débiteurs (note 3)	3 194 022	5 896 629
Frais payés d'avance	47 262	55 742
	28 422 589	51 358 271
Créances à recevoir sans intérêt	-	1 180 850
Intérêts à recevoir	103 243	99 148
Placements (note 7)	238 191 223	234 245 498
Immobilisations (note 8)	437 749	248 394
	267 154 804 $	287 132 161 $
Passif		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1 203 048 $	1 555 776 $
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions (note 9)	291 948 000	271 948 000
(Déficit) Bénéfice non répartis	(25 996 244)	13 628 385
	265 951 756	285 576 385
	267 154 804 $	287 132 161 $

Engagements (note 11)

Pour le conseil d'administration

Denise Martin
Présidente du conseil d'administration

Jacques Allard
Président du comité de vérification

Flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2002

	2002	2001
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
(Perte nette) Bénéfice net	**(39 624 629) $**	3 050 228 $
Ajustements pour:		
Amortissement des immobilisations	**125 535**	137 743
Gains sur dispositions d'immobilisations	**(3 312)**	-
Intérêts capitalisés sur les placements	**(1 089 318)**	(1 096 749)
Prêts douteux	**9 470 476**	1 160 185
Créances radiées	**1 350 000**	-
Moins-values durables sur les placements en capital-actions	**44 925 181**	7 147 479
Gains sur dispositions de placements	**(17 609 202)**	(12 404 852)
	(2 455 269)	(2 005 966)
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
Variation des débiteurs	**2 770 107**	(1 985 447)
Diminution des frais payés d'avance	**8 480**	891
Variation des créances à recevoir	**1 180 850**	(580 850)
Variation des intérêts à recevoir	**(4 095)**	385 273
Variation des créditeurs et frais courus	**(352 728)**	184 563
	1 147 345	(4 001 536)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	**(321 259)**	(111 655)
Produit de dispositions des immobilisations	**9 681**	-
Placements	**(77 099 556)**	(69 985 567)
Produit de dispositions de placements	**34 072 947**	33 482 430
Remboursement de placements	**1 966 247**	3 113 358
	(41 371 940)	(33 501 434)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'émission de capital-actions au comptant	**20 000 000**	42 000 000
(Diminution) Augmentation nette des espèces et quasi-espèces	**(20 224 595)**	4 497 030
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	**45 405 900**	40 908 870
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice (note 13)	**25 181 305 $**	45 405 900 $

Notes complémentaires
31 mars 2002

1. Constitution et objet

La Société Innovatech du Grand Montréal est une personne morale de droit public constituée en vertu du chapitre 33 des lois de 1992 et continuée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal (L.R.Q., c.S-17.2.0.1). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire décrit à l'annexe A de sa loi constitutive, soit l'ensemble des territoires des organismes municipaux constituant la partie sud-ouest de la province de Québec, et ainsi améliorer la compétitivité et la croissance économique du Québec, tout en générant un rendement permettant la continuité de son action.

La Société se définit comme étant un organisme de capital de risque, c'est-à-dire que ses investissements sont effectués sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance.

En vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, la Société est mandataire de l'État et par conséquent n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. Conventions comptables

Les états financiers de la Société ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Placements temporaires
Les placements temporaires sont comptabilisés au coût.

Placements
Les placements sont effectués sous forme de :

- capital-actions ordinaires
- capital-actions privilégiées
- parts de sociétés en commandite
- prêts
- bons de souscription
- investissements en fidéicommis

Les prêts incluent des intérêts capitalisés, lorsque cette situation est prévue par convention. Les placements sont inscrits au coût diminué de toutes moins-values durables et provisions pour prêts douteux, le cas échéant.

Provision pour prêts douteux
Lorsqu'il est établi que des prêts sont douteux, leurs valeurs comptables sont ramenées à leurs valeurs de réalisation estimatives. Lorsque les montants et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, les valeurs de réalisation estimatives sont mesurées selon les prix du marché observables pour ces prêts ou selon le jugement de la direction.

Flux de trésorerie
La Société présente, dans les espèces et quasi-espèces, les soldes bancaires et les placements temporaires qui sont convertibles à court terme en espèces, dont la valeur ne risque pas de changer.

Immobilisations
Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants :

• mobilier et équipement	20 %
• equipement et matériel informatique	20 % et 33 1/3 %
• améliorations locatives	20 %

3. Débiteurs

	2002	2001
Intérêts courus et autres	1 889 471 $	1 330 565 $
Créances à recevoir sans intérêt	1 180 850	-
Produit de dispositions de placements à recevoir	123 701	4 566 064
	3 194 022 $	5 896 629 $

4. Services professionnels et contractuels

Les sommes que la Société reçoit à titre de remboursement de dépenses pour l'analyse des dossiers d'investissement pour un montant de 499 205 $ (2001 : 463 938 $) sont présentées en réduction des services professionnels et contractuels.

5. Dépenses liées aux investissements

Les dépenses liées aux investissements sont réparties comme suit :

	2002	2001
Règlement d'un litige et garanties de prêts exercées	947 329 $	86 815 $
Créances radiées	1 350 000	-
Prêts douteux	9 470 476	1 160 185
Moins-values durables sur les placements en capital-actions	44 925 181	7 147 479
	56 692 986 $	8 394 479 $

6. Placements temporaires

Les surplus de liquidités de la Société sont investis dans un fonds commun de gestion de trésorerie.

7. Placements

	2002	2001
Capital-actions ordinaires		
- sociétés privées	92 987 042 $	95 431 092 $
- sociétés publiques (valeur boursière : 61 565 286 $)	64 357 711	60 434 225
Capital-actions privilégiées		
- rachetables et/ou convertibles (échéant de 2002 à 2005)	5 864 533	3 514 533
- rachetables et/ou convertibles (échéance indéterminée)	72 397 626	37 316 991
Parts de sociétés en commandite	17 084 023	11 158 338
Prêts		
- convertibles (échéant de 2002 à 2009)	15 469 241	16 579 814
- convertibles (échéance indéterminée)	8 332 023	2 756 519
- non convertibles (échéant de 2002 à 2008)	11 441 273	11 756 312
- non convertibles (échéance indéterminée)	970 000	3 334 430
Bons de souscription	270 908	270 908
Investissements en fidéicommis	3 412 500	-
	292 586 880	242 553 162
Moins :		
Provision pour prêts douteux *	9 470 476	1 160 185
Moins-values durables sur placements en capital-actions	44 925 181	7 147 479
	238 191 223 $	234 245 498 $

* Le total des prêts douteux associé à cette provision est de 12 054 917 $ (2001 : 1 160 185 $). La partie non provisionnée est de 2 584 441 $ (2001 : - $).

8. Immobilisations

	2002			2001
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Mobilier et équipement	241 400 $	168 618 $	72 782 $	94 156 $
Équipement et matériel informatique	761 804	397 226	364 578	152 402
Améliorations locatives	8 353	7 964	389	1 836
	1 011 557 $	573 808 $	437 749 $	248 394 $

9. Capital-actions

La Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal a notamment pour objet de permettre à la Société d'assurer sa continuité et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 350 000 000 $.

Les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

	2002	2001
Autorisé :		
3 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 $ chacune		
Émis et payé :		
2 919 480 actions ordinaires (2001: 2 719 480)	291 948 000 $	271 948 000 $

Au cours de l'exercice, la Société a émis 200 000 actions ordinaires pour un montant de 20 000 000 $ au comptant.

10. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

11. Engagements

Au 31 mars 2002, les engagements de la Société relatifs au soutien financier des initiatives se répartissent comme suit :

Capital-actions ordinaires	17 171 733 $
Capital-actions privilégiées	15 624 751
Parts de sociétés en commandite	25 049 448
Prêts	1 315 900
	59 161 832 $

12. Instruments financiers

Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers à court terme est équivalente à leur valeur comptable compte tenu de l'échéance à court terme de ces éléments. Par ailleurs, la juste valeur des instruments financiers à long terme a été déterminée à l'interne, au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux de risque.

Ces méthodes prévoient notamment que le capital-actions ordinaires des entreprises à capital privé est présenté au coût d'acquisition, à moins qu'un événement concret, quantifiable et ayant un impact significatif sur la valeur de l'entreprise ne justifie une hausse ou une baisse de valeur. Toutefois, si ces instruments demeurent au coût d'acquisition pour une période supérieure à 36 mois étant donné l'absence d'événement, ils seront alors soumis à une évaluation approfondie.

Pour l'évaluation des sociétés publiques ayant un volume de transactions sur le marché boursier, la valeur marchande est le moindre de la valeur déterminée par la moyenne du prix de fermeture sur une période d'un mois ou le prix de fermeture à la date d'évaluation. Un taux d'escompte de liquidité peut être appliqué en fonction du volume transigé et du délai de vente des actions sur le marché public.

En ce qui a trait aux titres à revenus fixes, la méthode prévoit l'actualisation des flux monétaires dans le cas seulement où le taux de rendement est inférieur au taux d'actualisation. Si le taux de rendement est supérieur, la juste valeur demeure le coût d'acquisition à moins de la présence d'un événement concret justifiant une baisse de valeur.

	2002		
	% Valeur comptable	**Valeur comptable**	**Juste valeur**
Capital-actions ordinaires de sociétés privées	**32,8 %**	**78 087 159 $**	**78 758 319 $**
Capital-actions ordinaires de sociétés publiques	**19,9 %**	**47 359 866**	**57 828 399**
Capital-actions privilégiées *	**27,4 %**	**65 234 706**	**64 688 655**
Parts de sociétés en commandite *	**7,2 %**	**17 084 023**	**15 882 982**
Prêts *	**11,2 %**	**26 742 061**	**24 563 475**
Investissements en fidéicommis	**1,4 %**	**3 412 500**	**3 412 500**
Bons de souscription	**0,1 %**	**270 908**	**3 404 683**
	100,0 %	**238 191 223 $**	**248 539 013 $**

	2001		
	% Valeur comptable	**Valeur comptable**	**Juste valeur**
Capital-actions ordinaires de sociétés privées	38,1 %	89 152 989 $	97 201 450 $
Capital-actions ordinaires de sociétés publiques	25,4 %	59 564 848	91 088 365
Capital-actions privilégiées	17,4 %	40 831 525	47 086 661
Parts de sociétés en commandite	4,8 %	11 158 338	13 106 398
Prêts *	14,2 %	33 266 890	31 007 044
Bons de souscription	0,1 %	270 908	2 253 903
	100,0 %	234 245 498 $	281 743 821 $

* Les justes valeurs des prêts, du capital-actions privilégiées et des parts de sociétés en commandite sont inférieures à leur valeur comptable. Toutefois, aucune provision associée à ces écarts n'a été prise, car la Société prévoit recouvrer en totalité leur valeur comptable.

Risque de crédit

La Société est exposée aux conditions économiques affectant les secteurs dans lesquels elle exerce ses activités. Les investissements se répartissent en trois secteurs, soit :

- Sciences de la santé : 40 % (2001 : 40 %)
- Technologies de l'information : 33 % (2001 : 33 %)
- Technologies avancées : 27 % (2001 : 27 %)

La Société procède durant l'exercice à l'évaluation continue de ses investissements. Elle établit ses baisses de valeur durables basées sur le risque que présentent les entreprises. Selon la direction, il n'y a pas de risque significatif non comptabilisé au 31 mars 2002.

Risque de taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sur les placements et le risque auquel la Société est exposée à l'égard des taux d'intérêt sont résumés dans le tableau qui suit :

	Sans intérêt	Taux variable	Taux fixe jusqu'à échéance du placement	Total
Placements :				
Prêts convertibles	200 000 $	- $	23 601 264 $	23 801 264 $
Prêts non convertibles	900 000	8 682 940	2 828 333	12 411 273
	1 100 000 $	8 682 940 $	26 429 597 $	36 212 537 $

Taux d'intérêt effectif moyen : 10,6 %
Les taux d'intérêt varient de 4,75 % à 20 %.

13. Espèces et quasi-espèces

	2002	2001
Encaisse	742 830 $	2 009 570 $
Placements temporaires	24 438 475	43 396 330
	25 181 305 $	45 405 900 $

14. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2001 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2002.

L'équipe de la Société Innovatech du Grand Montréal

Administration

Manseau, Hubert	Président-directeur général
Himbeault, Suzanne	Adjointe au président-directeur général
Lemire, Johanne	Vice-présidente, Administration et Finances
Dubé, Susan	Directrice des communications
Fortin, Edith	Adjointe administrative
Sivret, Anick	Contrôleure
Nguyen, Thu Suong	Comptable
Connoué, Frédéric	Gestionnaire de réseau
Leboeuf, Isabelle	Coordonnatrice, Systèmes d'information
Trudel, Josée	Commis-comptable, réceptionniste
Morin Lennon, Andrée	Commis
Roy, Sébastien	Analyste, Systèmes d'information

Sciences de la Santé

Pharand, Daniel	Vice-président
Scigliano, Luciana	Assistante administrative
Masson, Sylvie	Directrice aux investissements
Lounis, Hafida	Conseillère aux investissements
Petropoulos, Louisa	Conseillère aux investissements
Langlois, Patrick	Analyste financier

Technologies avancées

Coutou, Pierre	Vice-président
Claveau, Claudette	Assistante administrative
Sévigny, Johanne	Conseillère aux investissements
Gravel, Nicolas	Conseiller aux investissements
Bertrand, Sylvain	Conseiller aux investissements
Tanguay, Myriam	Analyste financière

Technologies de l'information et des télécommunications

Vaillant, André H.	Vice-président
Pelletier, Sylvie	Assistante administrative
Vachet, Claude	Directeur aux investissements
Meunier, Frank	Conseiller aux investissements
Cournoyer, Jean-Sébastien	Conseiller aux investissements
Tabourin, Patrick	Conseiller aux investissements
Godbout, Claude	Directeur, analyse financière
Boisclair, Johanne	Analyste financière
Dugas, Christine	Analyste financière

Code d'éthique

Innovatech du Grand Montréal est une société de capital de risque investissant dans l'innovation technologique. Elle reconnaît que l'objectif fondamental de l'innovation technologique et par delà de son action vise le mieux-être des humains. Innovatech est, par ailleurs, une société qui valorise l'éthique professionnelle et commerciale dans ses opérations et ses relations avec les entreprises de son portefeuille, ses partenaires, ses actionnaires, les membres de son conseil d'administration, son personnel et le public en général. Afin d'assurer le respect de ces principes, Innovatech s'est dotée des règles et guides de conduite suivants :

Principes généraux :

Innovatech s'assure que les entreprises bénéficiant de son action adhèrent aux principes suivants et ce, tout au long de leur relation d'investissement :

1. Le respect des personnes et la protection de la vie privée.
2. Le respect de la vie et de la santé des êtres vivants.
3. Le respect de l'environnement.
4. Le respect des lois et des chartes de droits et libertés de la personne.
5. Le respect des codes d'éthique professionnels et tout autre code de conduite régissant le processus de recherche et développement à la base de l'innovation technologique et régissant les pratiques dans le déroulement quotidien des affaires.
6. Le respect de la propriété intellectuelle.
7. Le respect de la confidentialité de l'information.
8. Le respect des ententes contractuelles.
9. Le respect de la morale généralement acceptée dans la société où elle évolue.

En bref, Innovatech n'investit pas dans les entreprises qui développent des produits ou services ne respectant pas les principes énoncés plus haut, ou qui les développent en ne les respectant pas. Innovatech s'assure que les personnes avec lesquelles elle s'associe pour exercer son action :

1. Ont une éthique scientifique et des affaires reconnue.
2. Ne sont pas liées par des ententes de confidentialité et de non compétition ou toute autre entente avec des tiers pouvant porter préjudice à ce lien d'association.
3. N'ont pas d'antécédent criminel ni ne font face à de quelconques poursuites pouvant mettre en doute leur crédibilité et entacher ce lien d'association.

Engagements d'Innovatech :

Innovatech, son personnel et sa direction, s'engagent à :

1. Traiter ses clients et relations d'affaires avec respect et dignité.
2. Mettre en place et assurer l'application d'un code de déontologie pourvu de mesures strictes excluant les conflits d'intérêt de son personnel, des membres de son conseil d'administration et des personnes nommées en son nom comme administrateurs des entreprises bénéficiant de son action.
3. Encourager les membres de son personnel à adhérer à leur ordre professionnel.
4. Respecter la confidentialité des informations transmises par les demandeurs d'aide financière, par les entreprises dans lesquelles elle investit, ainsi que par ses partenaires investisseurs.
5. Communiquer toute information pertinente à ses entreprises, leurs représentants et mandataires, ainsi qu'à ses partenaires, lors des négociations relatives à un investissement ou à la conduite générale des affaires par la suite.
6. Agir avec équité et de manière responsable avec les demandeurs d'investissement et les entreprises où elle investit ainsi qu'avec ses partenaires investisseurs et ne pas exprimer publiquement d'opinions négatives ou inappropriées sur ses partenaires ou ses entreprises.
7. Ne pas promouvoir ou viser indûment à procurer des bénéfices aux personnes la représentant auprès des entreprises où elle a investi.
8. Mener à bien ses affaires de façon responsable, tout en proscrivant l'utilisation de pratiques susceptibles de nuire à l'image et aux intérêts de l'industrie du capital de risque et des milieux financiers.

Liste des compagnies du portefeuille*

au 31 mars 2002

Sciences de la santé

Aegera Therapeutics Inc.
Angiogene Inc.
BioMep Inc.
Biophage Inc.
Biorthex Inc.
Biovet Inc.
Canacure Corporation
Chronogen Inc.
Compatigène Inc.
ConjuChem Inc.
Elitra Pharmaceuticals Inc.
Genechem Therapeutics Venture Fund LP
ID Biomedical Corporation
Industries Devma Inc.
Ise Tech Design Canada Inc.
Kinetek Pharmaceuticals Inc.
LAB International Inc.
LMS Medical Systems
MDS Associes-Neurosciences Inc.
MethylGene Inc.
Neurochem Inc.
Nexia Biotechnologies Inc.
Nextal Biotechnologie Inc.
Novothera Biotechnologies Inc.
Oncolytics Biotech Inc.
Origenix Technologies Inc.
Pangeo Pharma Inc.
Pharma Laser Inc.
Pharmacor Inc.
PhytoBiotech Inc.
Procrea Biosciences Inc.
Procyon Biopharma Inc.
QBiogene Inc.
SignalGene Inc.
SkyePharma PLC
Smartrix Technologies Inc.
Société en commandite T-C-/Bio
T-C-/Bio 2000, Société en commandite
Topigen Pharmaceuticals Inc.
Ultravision Corporation
Urima Biopharma Inc.
Vascular Genetics Inc.

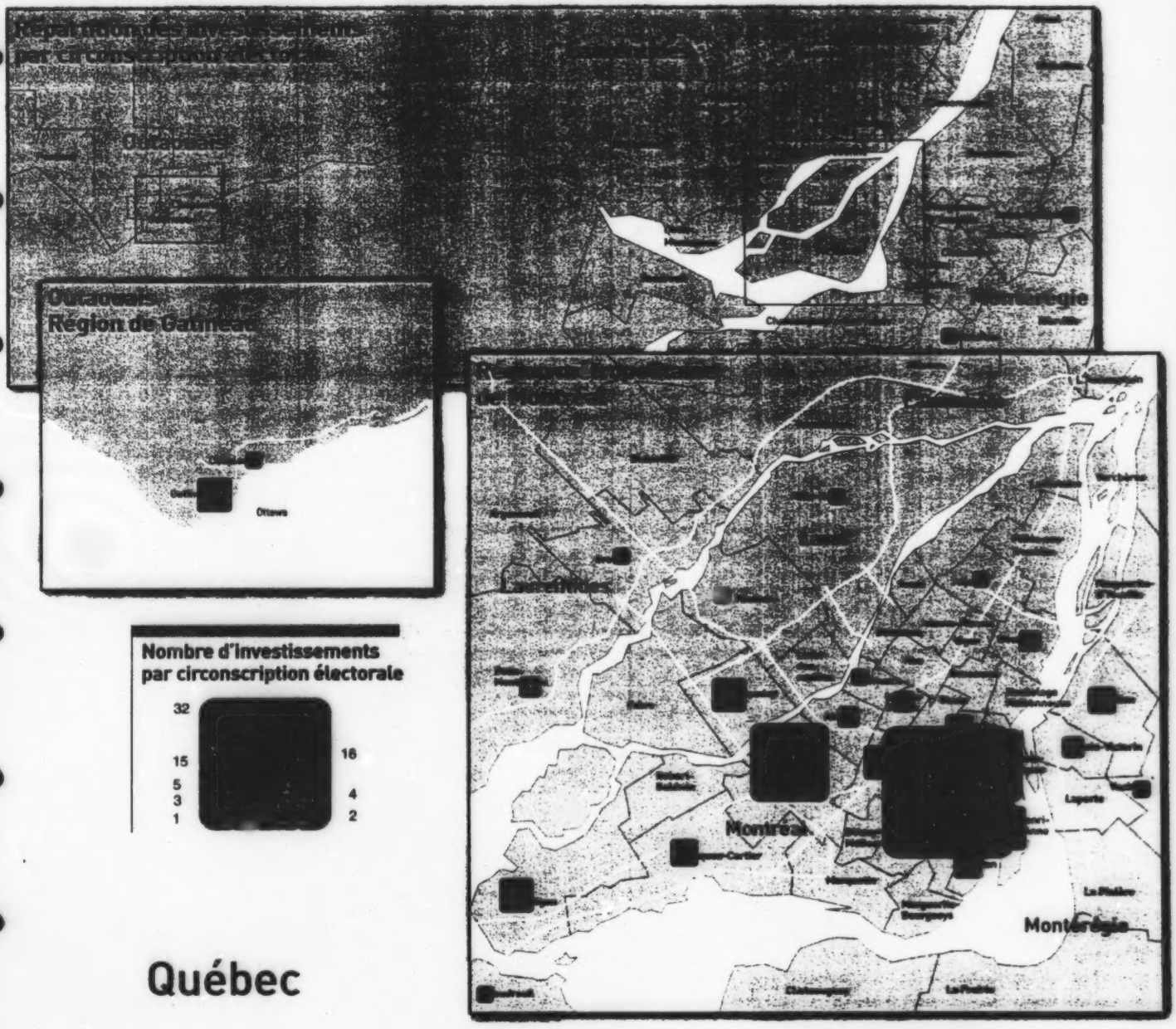
Technologies de l'information et des télécommunications

AVeL-TECH Inc.
Codagen Technologies Corp.
CogniScience Inc.
Convera Corporation
*Covitec Inc. (Astraltech Inc.)
Datachest Inc.
Dream Mechanics Inc.
DyNEC Inc.
eNGENUITY Technologies
FreeBalance Inc.
Fun Key Studios Inc.
Groupe Documens Inc.
GTI Capital V
Imatex Communications Inc.
Immersion Group Inc.
IndustryHub
InfoSpace Inc.
Ixia Inc.
KM Technologies Inc.
Les Services informatiques Infolution Inc.
Locus Dialogue Inc.
Math Engine Plc
MEI Group Inc.
Metaquest Software Inc.
Minacom Inc.
Net Integration Technologies Inc.
Newtrade Information Technologies Inc.
Nomino Technologies Inc.
Object World Technologies Inc.
OpaL-RT Technologies Inc.
Opendesk.com Corporation
Provance Technologies Inc.
Quazal Inc. (Proksim Software Inc.)
Radical Horizon Inc.
Simpler Networks Inc.
Société en Commandite T-C-/INFO
Strategy First Inc.
Teamsoft Inc.
Technologies AD OPT Inc.
Technologies M3i Inc.
Toon Boom Technologies Inc.
Tornado Technologies Inc.
TouchTunes Digital Jukebox Inc.
Versatel Networks Inc.
VIMAC Early Stage Fund LP
Visualmed Clinical Systems Inc.
Widecom Group Inc.

Technologies avancées

ART Recherches et Technologies Avancées Inc.
AFA Environnement Inc.
Air Data Inc.
ALFT Inc.
Altersys Inc.
Amphi-Tech International Inc.
Bios Agriculture Inc.
C/D/N Isotopes Inc.
Clemex Technologies Inc.
CML ATC Technologies Inc.
Compositech Ltd
CVF Technologies Corporation (Ecoval)
Cynovad Inc.
Delta Caps Canada Inc.
Domotique Secant Inc.
E.QU.I.P. International Inc.
Exfo electro-optical engineering Inc. (Avantas Network Corporation)
Extenso Tech Inc.
F.T.N.I. Inc.
Fermag Inc.
G.I.E. Technologies Inc.
Groupe T.E.I.
GSI Environnement Inc.
H Power Corporation
H2 Tech Inc.
IC Vision Inc.
Imagerie (XYZ) Inc.
Le Groupe Lavergne Inc.
Les Produits Environnementaux Greensolv Inc.
Microbridge Technologies Inc.
Nitrex Métal Inc.
Original Solutions Inc.
Partenair Design Inc.
PyroGenesis Inc.
Recherche 2000 Inc.
Services Nova Quintech Inc.
Silonex Inc.
Société en commandite Capimont Technologies
Solvision Inc.
StormMaker Inc.
Suralform Inc.
Systèmes BAE Canada Inc.
TER - Thermal Retrieval Systems Ltd
Tetra Technologies Inc.
Triosyn Corp.
Velan Inc.
ViaMode Photonics Inc.
Wavesat Telecom Inc.

* Certaines compagnies qui ne sont plus en activité ne sont pas inscrites dans la liste.



Nombre d'investissements par circonscription électorale

32
15
5
3
1
16
4
2

Québec

Les régions administratives

- Montréal
- Laval
- Outaouais
- Laurentides
- Lanaudière
- Montérégie

Montréal

Téléphone : (514) 864-2929

Outaouais

Téléphone : (819) 772-3813

Rapport annuel 2001-2002
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2002

ISBN 2-550-39304-X

Du démarrage à la réussite